

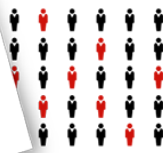
Observatoire de la Gouvernance de la Sécurité Privée :
Modèle de proposition de projet par un membre

Informations sur l'organisation

Organisation	CECIDE
Personne de contact	Moussa NIMAGA
Email	nimagamnimaga@gmail.com ; cecideomc@yahoo.fr
N° de téléphone	(00224) 624 629 395

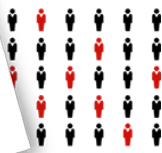
Proposition (partie A)

Nom du projet	Analyse prospective du secteur de la sécurité privée en Guinée
Objectifs de l'Observatoire remplis par le projet	☒ Conduire des recherches relatives aux opportunités et défis régionaux comme base pour la sensibilisation des divers acteurs et afin de permettre l'identification de points d'entrée pour un engagement plus large ; ☒ Favoriser un environnement propice au développement d'un réseau d'OSC et à l'établissement d'une communauté de pratique qui encourage le partage de connaissances et de bonnes pratiques ; ☒ Supporter la capacité de la société civile à ouvrir le dialogue avec les autorités nationales, les organisations internationales et les compagnies afin de promouvoir une efficacité accrue de la supervision et la responsabilisation du secteur de la sécurité privée ; ☒ Identifier et faciliter les point d'entrée pour les activités de plaidoyer et de monitoring de la société civile, leur permettant de contribuer aux mécanismes de responsabilisation au niveau national, régional et international ; ☐ Elargir l'espace virtuel pour l'engagement de la société civile en facilitant l'utilisation des médias sociaux et d'outils en ligne innovateurs.

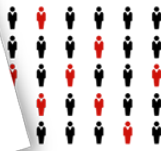


Proposition (partie B)

Zone géographique	Conakry et les sept régions administratives
Parties prenantes	▪ Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ; ▪ Assemblée Nationale (commission sécurité) ; ▪ Organisations de la Sociétés des Civile évoluant dans le domaine de la sécurité ; ▪ Secteur privé (sociétés de sécurité privée), ▪ Médias (radios, télévisions, sites d'information) ; ▪ Conseil Economique et Social ; ▪ Le Barreau Guinéen (Association des Avocats) ; ▪ Partenaires Techniques et financiers de la Guinée (Union Européenne, Programme des Nations Unies pour le Développement-PNUD).
Rationnelle	L'envergure et le rôle des entreprises de sécurité privée se sont considérablement multipliés ces dernières années en Afrique, et en Guinée en particulier. En dépit des controverses que suscite la question de savoir quelle est l'exactitude des statistiques sur le nombre d'entreprises de sécurité privée et quelle est la définition exacte d'une entreprise de sécurité privée, nul ne conteste que ce secteur s'est considérablement développé en Guinée, tant dans la capitale qu'à l'intérieur du pays. Le secteur de la sécurité privée en Guinée fait face à différentes problématiques: 1. Absence de réglementation, 2. Existence d'entreprises clandestines; 3. Problèmes relatifs aux conditions de travail. Il n'existe actuellement aucune réglementation sectorielle touchant expressément la sécurité privée. Cet état de fait engendre un vide juridique et encourage la corruption et l'anarchie dans le secteur. Ainsi, depuis 2010, plusieurs entreprises de sécurité privée ont connus des grèves pour des motifs de licenciements abusifs, de corruption, de salaires inadéquats et de non-respect des droits de travailleurs. La prise de conscience sur le besoin d'un encadrement juridique des activités des entreprises de sécurité privée en Guinée est une nécessité. Une telle prise de conscience doit se traduire par une étude/recherche qui fera l'état des lieux et formulera des recommandations. Il faut noter qu'à ce jour, aucune étude n'est menée en Guinée dans ce sens et peu d'organisations de la société civile ont conscience de cette problématique. Ainsi, cette étude dressera les défis relatifs aux droits de l'homme dans le secteur de la sécurité privée en Guinée. Le CECIDE, fort de son expérience dans le traitement des questions de sécurité publique, décide de mener cette étude pour entre autre : • Faire un état des lieux en mettant l'accent sur le cadre règlementaire et institutionnel ; • Conduire des recherches relatives aux opportunités et défis en Guinée comme base pour la sensibilisation des divers acteurs (Etat, entreprises de sécurités privée) afin de permettre l'identification de points d'entrée pour un engagement plus large ; • La protection des droits de l'homme ; • La formulation des recommandations en vue d'un encadrement des sociétés de sécurité privées.
Description du projet	Le projet vise à mettre en place un mécanisme de coordination des acteurs en vue d'une



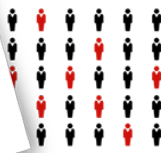
	participation active de la sécurité privée au processus de développement du pays. Spécifiquement il vise à : • Faire l'état des lieux de la sécurité privée en Guinée, en tenant compte des défis et enjeux du secteur; • Comprendre la contribution de la sécurité privée au développement du pays; • Favoriser les partenariats entre les services de sécurité privée et les organes de sécurité publique; • Elaborer des pistes pour la prise en compte de la sécurité privée dans les politiques publiques ; • Mettre en place un cadre dynamique de concertation. Le CECIDE : Une équipe capitalisant une grande expérience dans la mise en œuvre des projets de sécurité et la conduite des études, se chargera de : • Contacter les institutions pour faciliter l'obtention des données et leur participation à la plateforme ; • Elaborer les TDR le pour recrutement d'un consultant et fournira un deuxième consultant expérimenté dans la recherche; • Elaborer, en collaboration avec les consultations un questionnaire ; • Organiser la formation des enquêteurs ; • fédérer les Organisation de la Société Civile ; • Organiser l'atelier de validation du rapport final et la mise en place de la plateforme nationale d'Observatoire sur la sécurité privée ; • Assurer la coordination de la plateforme. Ainsi, le rapport adressera : 1. Recueil des ressources existantes notamment : réglementations et initiatives regionales/nationales ; 2. Cadre institutionnel ; cadre législatif et contextes national. 3. Cadre opérationnel. Pour atteindre les objectifs de ce projet, chaque acteur jouera un rôle précis. Les principaux intervenants avec lesquels le projet vise à s'engager sont : Le Ministère de la Sécurité et de la protection civile : est un partenaire du CECIDE dans ses différents projets touchant les questions de sécurité et apportera l'appui institutionnel nécessaire et facilitera l'obtention des documents administratifs. Le secteur privé (sociétés de sécurité privée) : seront approché afin de l'associer à l'initiative ainsi que dans la mise en œuvre des recommandations de l'étude et la mise à disposition des informations. L'Assemblée Nationale (Commission Défense et Sécurité) : facilitera l'élaboration et l'adoption des textes de lois concernant le secteur de la sécurité privé. Les médias : seront associés à la sensibilisation et à l'information des citoyens et décideurs pour une meilleure compréhension des réalités du secteur.
--	--



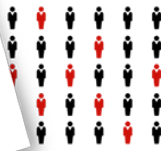
	Organisations de la Sociétés des Civile y compris les organisations syndicales : Participer activement dans la mise en place de la plateforme et aux activités de plaidoyer et de sensibilisation. Le Barreau Guinéen (avocats) : apporter l'expertise juridique dans la rédaction des textes juridique mais aussi dans le traitement des dossiers sur le secteur de la sécurité privée. Partenaires techniques et financiers : Il s'agit des partenaires comme le Programme des Nation Unies pour le Developpement-PNUD qui appui la Guinée dans les reformes du secteur de la sécurité mais aussi l'Union Européenne. Ils pourront apporter leur expertise technique mais aussi l'assistance financière pour l'effectivité de la réglementation.
Rôles et responsabilités	Au niveau de notre organisation : - Les documents du projet ainsi que la planification seront élaborés sous la coordination du responsable du Programme Paix Justice Sécurité du CECIDE. - Il travaillera en étroite collaboration avec la Direction Exécutive du CECIDE. - Il signera toutes les invitations et engagera les consultants au nom de la Direction. - Il sera assisté de deux assistants : un assistant technique et assistant comptable. - L'assistant technique travaillera avec les partenaires de terrain et accompagnera les consultants dans l'accomplissement des tâches quotidiennes. - L'assistant comptable s'occupera de l'élaboration des documents comptables, élaborera le rapport financier et les justificatifs des dépenses La coordination et de l'exécution de l'étude de base : - Le CECIDE sera responsable de la coordination et de l'exécution de l'étude de base. La mission sera réalisée avec le soutien d'un consultant ayant des connaissances et une expertise dans le secteur de la sécurité au Guinée. - Ce processus sera réalisé en consultation avec le DCAF et d'autres partenaires potentiels. - Au niveau national, CECIDE engagera des réseaux locaux d'OSC travaillant dans le secteur de la sécurité. - Le Comité directeur de l'Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée, en collaboration avec le DCAF, aidera à fournir le leadership et la direction au CECIDE pendant l'étude. - Lorsque le rapport sera finalisé, le DCAF et le comité de pilotage recevront un projet afin de pouvoir fournir des commentaires et des commentaires avant la publication du rapport.

Calendrier

Activités	1	2	3	4
	Dec	Jan	Fev	Mar
1. Elaboration des outils de collecte des données de terrain				



2. Recueil des données (Textes juridiques)						
3. Recueil des données (Interviews) au niveau des structures étatiques						
4. Recueils des données (interviews) auprès des entreprises de sécurités privées						
5. Analyse des données						
6. Elaboration du rapport de l'étude						
7. Input DCAF et Comité du Pilotage						
8. Organisation d'une journée d'atelier avec pour activités : ✓ Validation du rapport de l'étude ; ✓ Partage d'information avec les parties prenantes sur les lois et documents existant à l'échelle régionale et internationale tel que le document de Montreux, le code de conduite international, le guide législatif pour la Réglementation par les États des Entreprises Militaires et de Sécurité Privées, etc. de la formation d'une plateforme nationale ; ✓ Présenter le Guide pratique sur la sécurité privée ; ✓ Enjeux de la création d'une plateforme nationale sur la sécurité privée en Guinée.						
9. Suivi /Evaluation						
10. Rapport final						



Monitoring & Evaluation

Objectifs

(Objectifs du projet au sens large)

Création outils de connaissances : l'étude fournira une analyse approfondie de l'industrie de la sécurité privée au Guinée et une meilleure compréhension de ses défis. Il permettra également d'identifier les opportunités pour toutes les parties prenantes de travailler ensemble pour développer une meilleure supervision et responsabilisation du secteur de la sécurité privée.

Promotion des normes et bonnes pratiques : l'analyse des défis ainsi que l'analyse du cadre juridique et de son processus de mise en œuvre permettront d'identifier et de diffuser les bonnes pratiques pour améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité privée.

Développement d'un réseau d'OSC et établissement d'une communauté de pratique : Mettre en place un mécanisme de coordination, de réglementation en vue d'une participation active de la sécurité privée au processus de développement du pays

Baseline

(Situation avant le début du projet)

Absence d'examen critique et d'analyse de la gouvernance de la sécurité privée et des opérations au Guinée.

Indicateurs

(Listez ici les éléments qui permettront de mesurer la réussite du projet)

1. L'étude fournit une description de la taille, la diversité et d'autres informations clés de l'industrie de la sécurité privée au Guinée sont identifiées ;
2. Une compréhension du cadre juridique et réglementaire de l'industrie de la sécurité privée en Guinée est fournie ;
3. Les lacunes et les défis de l'industrie de la sécurité privée au Guinée et la mise en œuvre de son nouveau cadre réglementaire sont identifiés ;
4. Des recommandations et des opportunités pour assurer la conformité au cadre réglementaire ainsi que pour améliorer la supervision et la responsabilisation du secteur de la sécurité privée au Guinée sont identifiées avec les partenaires locaux ;
5. Les conclusions de l'étude ont été partagées avec les partenaires locaux. Les partenaires locaux ont été encouragés à s'engager dans un suivi.

Risques et stratégie de gestion de risque

Risque	Probabilité	Impacte	Mesure de mitigation
--------	-------------	---------	----------------------



	<i>Bas/Moyen/Fort</i>	<i>Bas/Moyen/Fort</i>	
Troubles sociopolitiques	Moyen	Fort	Suspendre les activités du projet jusqu'à la fin des manifestations et revoir le calendrier.
Disponibilité des participants à être interviewés.	Bas	Moyen	Continuer le plaidoyer
Risque pour la sécurité physique des personnes impliquées dans les recherches.	Très Bas	Très Bas	Eviter de faire des recherche de terrain les jours des manifestations politiques et sociales.